



*Département de l'Ardèche*

## Déclaration liminaire du CTSD du 31 janvier 2012

Le mandat présidentiel se termine. Cinq ans de suppressions d'emplois systématiques bâties sur un dogme : celui du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux. Peu importent les réalités du terrain et les difficultés des écoles et des établissements, l'économie prime sur tout. Aucune inflexion n'est prévue en 2012 : 12 250 postes vont disparaître dans l'Ecole Publique.

Les analyses de l'OCDE servent d'appui à la politique économique mais pas à l'Éducation. Les données qu'elle fournit sur l'école française sont sans appel : elle est en queue de classement pour les taux d'encadrement... Tant pis, le gouvernement l'enfonce un peu plus en lui retirant 5700 postes supplémentaires.

La mobilisation des personnels l'an dernier et les inquiétudes des élus ont conduit le Président de la République à annoncer le gel du nombre des classes pour 2012. Le ministère prévoit d'utiliser quatre leviers pour y arriver :

- la diminution des intervenants en langues,
- la réduction du nombre des remplaçants,
- l'augmentation des effectifs par classe,
- la suppression des postes qui ne sont pas devant élèves.

On cible une nouvelle fois les réseaux d'aide. Après la "sédentarisation" voici les regroupements comme le montre l'exemple des Rased de circonscription à Toulouse.

Les collègues nous disent aujourd'hui toute la difficulté voire la souffrance à accueillir des enfants en situation de handicap. Loin d'être un refus, c'est la dégradation des conditions dans lesquelles se fait cette scolarisation qui est insupportable. L'augmentation de la taille des classes prévue explicitement comme levier à actionner va rendre encore un peu plus difficiles les conditions d'enseignement. D'autant plus qu'à la rentrée 2012, il y aura plus d'élèves (près de 6000 selon les documents budgétaires et 2900 selon le ministère).

Nationalement, le taux de scolarisation des moins de 3 ans n'est plus que de 11,5%, en recul de deux points. Or, 2% d'une génération qui compte 850000 naissances, cela fait 17000 élèves qui disparaissent des écoles maternelles... et une économie de plus de 600 postes !

En Ardèche, 35 postes supprimés dans le premier degré ces deux dernières années, pour une baisse d'effectif maximale supposée de 100 élèves !

Devant cette nouvelle saignée, le SE-Unsa de l'Ardèche appelle tous les collègues et partenaires de l'Ecole Publique à se mobiliser le 07 février 2012, jour du CDEN de l'Ardèche devant la Préfecture à Privas.

Pour l'Unsa Education de l'Ardèche  
François LAPPE  
Secrétaire Départemental